

## URBANISME

Pierre FRANKIGNOULLE  
 Université de Liège  
 Laboratoire d'Anthropologie  
 de la Communication  
 Chercheur

Barbara STEVENS  
 Université de Liège  
 Service de Sociologie Générale  
 et de la Famille  
 Chercheur

## À Liège, vers un nouveau Droixhe

Dans cet article, nous voudrions apporter un témoignage sur une opération dans laquelle sont engagés deux laboratoires de l'Université de Liège (le Service de Sociologie de la Famille et le Laboratoire d'Anthropologie de la Communication) et qui permet à des chercheurs en sciences humaines de s'insérer durablement dans un terrain d'observation et d'action en suivant pas à pas un processus de rénovation. Ce terrain, il s'agit de Droixhe, la cité modèle d'habitat social des années 1960, qui serait devenue, à en croire les médias, une "cité difficile", voire un "ghetto".

Aujourd'hui, ce quartier aborde sans doute un des plus grands tournants de son histoire. Une requalification globale du site est en effet à l'ordre du jour. Cette opération d'envergure consiste tout d'abord en une rénovation physique des immeubles mais aussi, à plus long terme, en une revalorisation de l'image de cet ensemble; et, pour comprendre la situation actuelle, un petit détour historique s'impose.

### D'HIER...

Le quartier de la plaine de Droixhe est unique dans le paysage urbain wallon et dans la production d'habitat social de cette région. Peut-être est-ce pour cette raison qu'il a eu à supporter seul l'image du quartier "type banlieue française", ses espoirs et la réputation de modèle qui lui était associée au début et, plus tard, au tournant des années 1980, le discrédit jeté

sur cette manière de concevoir l'urbanisation des grands ensembles; et c'est sans doute aussi un des éléments qui explique sa place dans l'espace médiatique<sup>1</sup> et peut-être trop souvent, hélas, à la rubrique des faits divers.

En Belgique, dans la production d'habitat social, la pratique la plus courante était de construire des "cités" qui mélangaient différents types d'habitations : maisons unifam-



▶ Quatre immeubles de l'avenue Georges Truffaut en bord de Meuse.  
 © Photo P. Frankignoulle et B. Stevens.

miliales groupées et immeubles à appartements, plus ou moins hauts. Il s'agit en fait d'un héritage qui additionne plusieurs courants : l'habitat d'initiative patronale du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement des cités-jardins ayant connu une sorte d'âge d'or dans les années 1920, la décentralisation des opérateurs (via les sociétés agréées locales au contraire d'une mise en oeuvre nationale et centrale en France), l'appréciation de sens commun qui désigne le belge comme adepte inconditionnel de la maison unifamiliale, etc.

Au contraire, Droixhe apparaît comme une défense et une illustration des principes urbanistiques des CIAM (Congrès Internationaux d'Architecture Moderne), visant à la démonstration d'une théorie sur la ville et on est donc bien loin, dans ce cas, de ce qui a été qualifié de "pragmatisme belge"<sup>2</sup>. Dans sa structure et sa facture, ce quartier porte le témoignage de cette volonté modernisatrice des "Golden sixties" qui a trouvé un cadre à la mesure de ses ambitions (un site vierge de 17 hectares), à la lisière d'une ville que les édiles communaux allaient, au seuil des années 1960, entreprendre d'adapter à grands renforts de travaux, pour répondre à un sentiment partagé de déclin de l'agglomération.

Dans l'orientation et la disposition des immeubles (est-ouest), dans la proportion d'espaces "libres" (selon le terme qui était souvent utilisé, traduisant une intention plus quantitative que qualitative alors que l'on parle aujourd'hui plus volontiers d'espaces publics), de présence d'équipements collectifs, la structure de Droixhe répond aux prin-

cipes fonctionnalistes et, dans la forme architecturale, on peut d'ailleurs lire des analogies assez nettes avec des réalisations de Le Corbusier (par exemple celle de Nantes-Rezé).

Ce type de réalisation répondait à des aspirations fortes et la presse de l'époque saluait avec ferveur la performance qui, en taille et en qualité, tranchait avec les réalisations antérieures du logement social : salles de bain dans tous les logements<sup>3</sup>, chauffage central, modernisation des espaces fonctionnels (cuisine et salle de bains), plan rationnel, sobriété de l'architecture.

Au départ, la composition socioprofessionnelle de Droixhe était assez variée<sup>4</sup> et pour certains locataires, vivre à Droixhe représentait une solution de transit avant l'accès à la propriété. Au tournant des années 1980, une série de dispositions réglementaires et légales établit un lien plus intime entre le revenu des locataires et le montant des loyers. Ces mesures produisent un effet de substitution sociale, notamment par le départ d'une partie de ce qu'on l'on pourrait appeler la "petite classe moyenne", dont les loyers risquaient d'exploser<sup>5</sup> et qui ont préféré se tourner vers l'accession à la propriété ou vers le logement locatif privé. De plus, à partir des années 1980, les appartements des tours de l'avenue de la Croix Rouge accueillent de plus en plus de familles issues de l'immigration, qui sont souvent des familles nombreuses : c'est en effet là que se trouvent les plus grands appartements.

Certains observateurs, mesurant mal la portée de leurs



Enfants du quartier.  
© Photo C. Michel.

Aujourd'hui, loin de la "mixité sociale" du début, Droixhe accueille surtout les "clients naturels" du logement social, petits revenus, pensionnés, minimexés, chômeurs.

mots, emploient alors de plus en plus le terme de "ghetto" pour parler de Droixhe.

Aujourd'hui, loin de la "mixité sociale" du début, Droixhe accueille surtout les "clients naturels" du logement social, petits revenus, pensionnés, minimexés, chômeurs<sup>6</sup>.

Selon une typologie récemment établie des quartiers belges en difficulté, Droixhe apparaît comme un "quartier urbain de logements en immeubles tours" qui constitue un patrimoine aujourd'hui peu recherché et où les populations subissent des phénomènes d'accroissement de la précarité en raison des évolutions économiques et technologiques globales.

Plus grave encore : le mécanisme qui explique la concentration spatiale de précarité est, dans ce cas ci, "le renforcement mutuel des polarisations sociales et spatiales" expliqué de la manière suivante : *"Le fait d'habiter un quartier donné peut diminuer les chances d'accès à l'emploi. A l'inverse, la dégradation sociale générale de la population d'un quartier peut engendrer des émigrations sélectives, renforçant la concentration de la pauvreté"*<sup>7</sup>.

La fierté d'être droixhien qui existait au début (et que nous avons pu percevoir très nettement par des entretiens avec des anciens habitants) semble être aujourd'hui beaucoup moins de mise. Et si Droixhe est stigmatisé à l'extérieur (dans les médias, dans les autres quartiers, dans les autres sociétés d'habitations, être estampillé "droixhien" est souvent un handicap), il l'est peut-être tout autant à l'intérieur, dans l'esprit des habitants eux-mêmes qui ont intériorisé ces stigmates et l'on retrouve, en réponse, des

phénomènes de (sur) valorisation de l'espace privé tels que les a décrits Agnès Villechaise - Dupont<sup>8</sup>: l'intérieur de l'appartement sur-investi pour répondre à l'infortune de la vie extérieure.

Un des objectifs de toute l'opération de requalification est de reconstruire une image positive du site et un des moyens d'y arriver consiste à identifier, dans le passé, les éléments qui fondaient cette perception collective "positive".

Mais cette démarche n'y suffirait sans doute pas : d'une part, il faut se méfier des nostalgies embellissantes et des "illusions rétrospectives"; d'autre part, idéaliser le passé pour mieux l'opposer au présent serait caricatural et risquerait de faire écran aux réalisations actuelles (pensons à la richesse de la vie associative et au multi-culturalisme, véritables atouts). De plus, entre la société des Golden Sixties, du plein emploi et de "l'ascenseur social" et celle de 2002, de la flexibilisation généralisée et des formes diverses de précarisation, la donne a tellement changé que tout parallélisme pourrait vite s'avérer rapide et fallacieux<sup>9</sup>.

Un autre image qui revient souvent dans les médias et qui contribue également à noircir l'image de Droixhe est la comparaison insistante faite avec les "quartiers sensibles" français (le politiquement correct a récemment imposé le terme plus neutre et plus indéfini de "quartiers"). Il faut ici souligner les grandes différences entre Droixhe et la plupart des quartiers français de HLM construits selon le "chemin de grue" : plus grande proximité du centre ville, meilleure déserte en transports publics,

plus grande qualité et variété des équipements collectifs et des espaces publics. La comparaison la plus pertinente serait peut être celle des profils socio-économiques des populations<sup>10</sup>.

## À NOS JOURS

Si la dégradation du site de Droixhe n'est en rien exceptionnelle par rapport à son âge, elle est néanmoins bien réelle et nécessitait depuis un moment déjà une opération d'envergure pour lui rendre non pas forcément son éclat d'antan mais tout au moins une image plus positive. D'un point de vue "physique", on peut dire que les bâtiments ont souffert des années qui passent et certains immeubles ont d'autant plus mal vécu ce temps que nombre d'éléments techniques sont d'origine, n'ayant subi que des opérations de réparation tout à fait ponctuelles ; il en va ainsi des châssis de fenêtres ou de l'électricité par exemple. Certains des bâtiments ont de plus subi des dégradations liées à un vandalisme parfois important. Certes la situation n'est pas identique dans tous les immeubles, mais paradoxalement, ce sont les plus récents qui semblent avoir le plus souffert; ainsi les immeubles de l'avenue de la Croix Rouge, moins anciens, sont en bien plus mauvais état que ceux de l'avenue Georges Truffaut par exemple. C'est d'ailleurs ce qui explique que trois immeubles de l'avenue de la Croix Rouge aient été vidés de leurs occupants et que l'accès y soit maintenant interdit pour des raisons de sécurité : en effet les plaques des pignons menacent de tomber, des éléments en béton s'étant détachés des façades à

▼  
A l'avant-plan, l'école communale de Droixhe située place de la Libération. À l'arrière-plan, l'immeuble "Micha" et deux des cinq tours de l'avenue de la Croix-Rouge.

© Photo P. Frankignoulle et B. Stevens.

Un des objectifs de toute l'opération de requalification est de reconstruire une image positive du site et ...



plusieurs reprises. En 1995, la Société Atlas, entité émanant de la société de logements sociaux "la Maison Liégeoise" est créée. Elle a été formée par la Région Wallonne, la Ville de Liège, la Maison Liégeoise, le Centre Public d'Aide Sociale et le Logis Social auxquels la Province de Liège est venue se joindre en 2001. La Société Atlas s'est vue confier la requalification du site de Droixhe et sa gestion durant cette période.

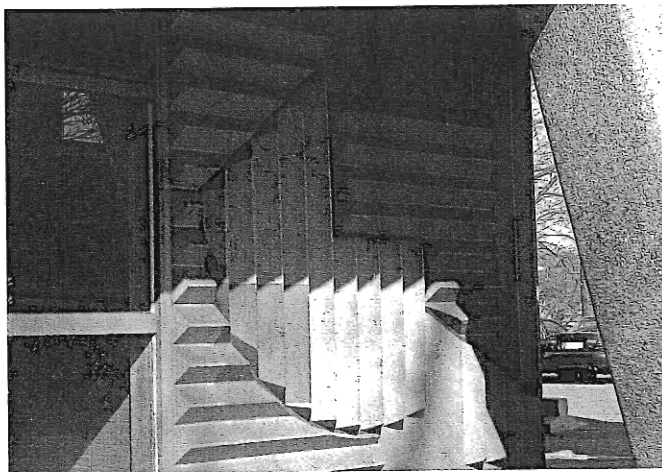
Si toute la plaine de Droixhe fait l'objet d'une requalification, trois secteurs ont été délimités afin d'apporter une réponse adéquate, en fonction des différents types de problèmes rencontrés. Le secteur Truffaut - Libération, comprenant 6 immeubles, connaîtra une requalification en site occupé, le secteur "Avenue de la Croix-Rouge" fait également l'objet d'un projet complet mais dont le principe est toujours en cours de discussion : rénovation de structure (dédensification par "étêtement") ou démolition pure ou encore une solution intermédiaire. Le troisième secteur, constitué de tous les autres immeubles connaîtra également des travaux de rénovation mais de manière plus ponctuelle. Avant de développer plus particulièrement le secteur "Truffaut - Libération", nous devons nous interroger sur la pertinence de cette division. Celle-ci peut paraître pour plusieurs raisons inadéquate. D'un point de vue technique, on peut arguer que les immeubles ont été regroupés en fonction d'une architecture similaire et en rapport avec leur moment de construction. Si ces critères de sélection permettent d'expliquer les regroupements respectifs des 5 immeubles de

l'avenue de la Croix Rouge et des 5 de l'avenue Georges Truffaut, on peut se demander par quel mécanisme il a été décidé de joindre à ces derniers le bâtiment de la place de la Libération ou comment d'autres immeubles nécessitant également le même type de rénovation et offrant la même structure n'ont pas été inclus dans le lot.

Cette sectorisation qui, comme nous venons de le montrer, ne peut s'expliquer par de simples ressemblances techniques entre immeubles peut également avoir des effets pervers sur la conscience commune que pouvaient (ou que pourraient) avoir les habitants. En effet, alors qu'est prôné le logement comme vecteur de cohésion sociale, on peut se demander quels effets destructeurs ce découpage peut engendrer sur le sentiment d'identité des droixhiens. Certains nous répondront que la distinction entre différents sous-secteurs existaient préalablement et que les effets de ségrégations ne seraient donc pas engendrés par ce découpage<sup>11</sup>. Mais la requalification ne constituait-elle pas une occasion unique pour tenter de recréer des liens entre ses différentes entités plutôt que d'officialiser ces ruptures ? La question reste entière. Il n'en faut en tout cas pas plus pour que certains habitants soulignent une différence de traitement encore ravivée par le fait que la cellule de communication et de suivi sociologique mise en place n'est pas destinée à tous.

### LE SECTEUR TRUFFAUT LIBÉRATION

Le secteur Truffaut Libération, constitué de 6 immeubles a



... un des moyens d'y arriver consiste à identifier, dans le passé, les éléments qui fondaient cette perception collective "positive".

fait l'objet d'un concours remporté par un bureau liégeois d'architectes DETHIER et associés<sup>12</sup>. Il s'agit d'une rénovation légère comprenant des travaux dans les appartements, dans les espaces communs et au niveau des façades. Dans les logements (428 au total), il est prévu de remplacer les châssis, le système de chauffage, l'électricité, les lavabos, éviers, baignoires et toilettes... Dans les communs, les ascenseurs seront remplacés et les murs, plafonds, sols et escaliers seront rafraîchis. Au niveau des façades, une intervention de l'artiste Jean GLIBERT consistera à apposer des panneaux de céramiques munis d'attaches colorées et réfléchissantes permettant de combiner une meilleure isolation des parois à une amélioration esthétique dans le respect de la typologie d'origine des immeubles. Cette opération a lieu "en site occupé" ce qui signifie que les locataires

▲  
Détail de la fresque murale réalisée par Jean Rets sur le pignon latéral du troisième immeuble de l'avenue Georges Truffaut.

© Photo P. Frankignoulle et B. Stevens.

resteront dans leurs appartements pendant les travaux<sup>13</sup>. Au-delà des raisons techniques et financières qui ont peut-être influencé le choix de ce groupement d'architectes, leur projet a été aussi retenu car il proposait la mise en place d'une équipe de suivi sociologique et de communication pour accompagner les habitants durant ces travaux.

### LA CELLULE DE COMMUNICATION ET DE SUIVI SOCIOLOGIQUE

Une rénovation de cet ordre en site occupé n'est pas une entreprise aisée et pourrait être source de conflits et de tensions. En effet, les habitants se posent de nombreuses questions sur le type de travaux qui seront effectués, sur le délai de ceux-ci, sur leur déroulement pratique. Ces interrogations sont d'autant plus nombreuses et pertinentes que les travaux sont envisagés depuis un certain nombre d'années déjà et qu'un sentiment de découragement se faisait progressivement sentir dans la cité. Si les locataires sont heureux de ne pas devoir quitter leur logement pendant la rénovation, ils peuvent, pour certains, ressentir une certaine forme d'intrusion dans leur intimité. En effet, le logement appartient à la sphère privée et certaines personnes nourrissent des appréhensions par rapport à ce qu'ils peuvent ressentir comme une intrusion.

Afin de pallier à toute une série de difficultés, une équipe universitaire a donc été chargée du suivi sociologique et de la communication sur le site de Truffaut-Libération. Cette équipe est le fruit de la collaboration entre deux ser-

vices de l'Université de Liège. Il s'agit d'un historien du Laboratoire d'anthropologie de la communication du Professeur Yves WINKIN, Pierre FRANKIGNOULLE, et d'une sociologue du Service de sociologie générale et de la Famille du Professeur Bernadette BAWIN, Barbara STEVENS. Déjà présents sur le site depuis plusieurs mois maintenant, ils ont proposé différents outils pour remplir leur mission.

Tout d'abord, ces deux chercheurs effectuent une visite de chaque appartement. Celle-ci, particulièrement technique, a pour but de récolter un ensemble d'informations tels que les types de revêtement au sol ou sur les murs, la présence d'humidité, l'état des sanitaires... Il s'agit de fournir un ensemble de données aux architectes afin qu'ils aient une connaissance précise de chaque appartement. Une autre série de questions concerne la présence d'enfants en bas âge, d'animaux domestiques ou encore l'état de santé des différents membres du ménage. Il s'agit dans ce cadre d'obtenir des renseignements pour organiser au mieux le déroulement des travaux et pour tenter de prévoir les différentes difficultés qui pourraient être rencontrées. Si, comme on peut le constater, ces visites ont pour objectif de préparer la phase travaux, elles présentent un autre avantage. Elles permettent en effet un contact personnalisé avec toutes les personnes qui, après s'être fait expliquer les différents travaux à réaliser, ont l'occasion de poser leurs questions. A ce jour, le premier immeuble (n° 26-27 de l'avenue Georges TRUFFAUT) a été entièrement visité et on peut en tirer des premières

conclusions très positives. D'un point de vue technique, les architectes disposent maintenant d'un état des lieux précis de chaque logement. D'un point de vue plus humain, l'accueil qui a été réservé aux chercheurs fut dans tous les cas très chaleureux et nombre d'inquiétudes ont déjà pu être dissipées, créant ainsi un climat de plus grande confiance, condition peut-être pas suffisante mais tout au moins nécessaire pour que la perspective des travaux soit ressentie plus sereinement.

"Le Nouveau Droixhe" est un autre outil mis en place par l'équipe. Ce journal d'information, distribué dans tous les appartements du secteur "Truffaut - Libération", est réalisé par l'équipe universitaire. Celui-ci, traduit en 4 langues (français, arabe, turc et anglais), paraîtra à raison de 4 fois l'an. Les numéros 0 et 1 ont été respectivement distribués en janvier et mai 2002. Réalisé en collaboration avec l'association des locataires, il permet de diffuser régulièrement un ensemble d'informations sur les travaux et sur le déroulement de ceux-ci. Un espace y est réservé pour relayer l'activité sociale, culturelle et/ou associative du quartier. La traduction permet également d'entrer en contact et d'informer certains locataires d'origine étrangère qui ne maîtrisent pas tous le français. Il s'agit dès lors d'un outil de communication très important.

Si l'information sur le site doit être précise et complète, elle doit également être la plus continue possible. Pour ce faire, l'équipe universitaire a instauré la tenue de permanences. A raison de trois ou

quatre jours par semaine, un des deux chercheurs se tient à la disposition des habitants dans un local situé sur le site. A cette occasion, les locataires sont invités à consulter les plans de leur appartement après rénovation, à faire part de leurs interrogations et inquiétudes par rapport aux travaux. Ces permanences sont actuellement organisées dans un bâtiment provisoire, sorte de cabine de chantier installée sur un parking entre deux immeubles de l'avenue Georges Truffaut. Le déménagement de l'équipe vers un appartement témoin, autre outil important, est prévu pour l'été 2002. L'appartement témoin est un logement situé dans un des immeubles de l'avenue Georges Truffaut qui va être rénové avant le début du chantier. Il s'agit d'effectuer dans cet espace les mêmes modifications que celles qui seront apportées à tous les autres appartements. Lors des permanences, les habitants auront ainsi l'occasion de visiter une espèce de maquette grandeur nature de leur futur logement. Il s'agit de permettre aux locataires de visualiser concrètement le résultat des travaux.

A l'heure actuelle, un important travail de préparation est en cours. Lorsque approchera la phase travaux, d'autres actions seront entamées. Il en va ainsi des focus group et des dazibaos. Les dazibaos sont, d'une certaine manière, un prolongement du "Nouveau Droixhe". Il s'agit de panneaux d'affichage qui seront installés dans les halls d'entrée et qui présenteront une information claire, abrégée et plus illustrée que dans le journal d'information. La traduction de ces panneaux sera envisagée.



Les cinq tours de l'avenue de la Croix-Rouge.

© Photo N. Clément, Blow Up, 2001.

Il s'agira dès lors de créer un climat de confiance et d'améliorer la compréhension des comportements sociaux.

Les focus group sont des réunions qui seront organisées entre les locataires d'une même colonne d'appartements<sup>14</sup> et les membres de l'équipe universitaire<sup>15</sup>. Il s'agit de provoquer une discussion ouverte entre les différents participants. Les habitants seront invités à formuler leurs attentes et leur craintes. Une analyse de synthèse de la discussion permettra de mettre en évidence les points de convergence et de divergence entre les groupes. Cette méthode a non seulement le mérite de reconnaître à l'habitant sa qualité d'expert de son vécu personnel en lui donnant la parole et en favorisant son implication mais elle permet également le recueil des perceptions des

populations concernées. Il s'agira dès lors de créer un climat de confiance et d'améliorer la compréhension des comportements sociaux.

#### AU DELÀ DU TRAVAIL DE TERRAIN

En plus de ces tâches de terrain, la "valeur ajoutée" que pourrait apporter l'équipe universitaire à une opération d'une telle envergure serait d'aider à en dégager les enjeux et les questions pour le futur : par exemple, dans le projet architectural, comment peut-on répondre au mieux aux usages et attentes actuels des locataires ?<sup>16</sup> Dans la perspective d'une "mixité sociale" à retrouver, si le maillage dans

la répartition des logements n'est pas réalisé de la manière la plus fine, ne risque-t-on pas de faire apparaître ou de renforcer des ségrégations par groupes d'immeubles ?<sup>17</sup> (ce qui pose, on l'a dit, la question de la division du site en secteurs). Puisque, de plus en plus, on attend de l'aménagement du territoire qu'il intègre de manière optimale les différentes dimensions qu'il incorpore, n'est-ce pas ici l'occasion d'envisager cette réhabilitation en réfléchissant aux différentes facettes du site : transports, infrastructures autoroutières, commerces, espaces publics, liaisons avec les secteurs environnants, accessibilité des personnes à mobilité réduite, etc.

De plus, par une série de passerelles créées entre les mi-

lieux extérieurs (étudiants dans le cadre de cours donnés à l'Université, photographes, sociologues, criminologues, anthropologues, journalistes etc.) et le monde associatif de Droixhe, se marque très fort la volonté d'ouvrir ce projet à un maximum de personnes d'horizons différents et de fonctionner dès lors en réseau ; cette démarche participe aussi de l'enjeu de revalorisation globale.

Enfin, il importe également d'avoir une connaissance précise du quartier et de ses diverses composantes pour éviter des politiques inappropriées. Comme le soulignaient très justement les auteurs de l'étude sur les quartiers en difficulté en Belgique, et qui en ont proposé

une typologie : "Des mesures non différenciées en fonction de cette typologie et des mécanismes de production des espaces urbains précarisés pourraient s'avérer inefficaces et même contre-productives dans certains types de quartiers en difficulté".

Il conviendrait dès lors, dans l'analyse des quartiers et dans l'appréciation des mesures à prendre, de distinguer "entre un aspect structurel, concernant des mesures générales susceptibles de modifier les processus socio-spatiaux de base qui sous-tendent la mise en difficulté de ces quartiers, et un aspect stratégique, concernant des mesures en prise directe sur les quartiers concernés et s'appuyant sur les potentialités et les limites de ceux-ci"<sup>18</sup>. ■

## Notes

<sup>1</sup> Sur le rôle des médias voir BOURDIEU Pierre (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Editions du Seuil, 1993.

<sup>2</sup> Expression de Marcel Smets. Voir *Entretien avec Alain Malherbe et Pierre Frankignoulle in De l'Utopie au Réel, 1919-1994, 75 ans de logement social en Wallonie*, Liège, "Les Chiroux", 1994, pages 19-31.

<sup>3</sup> Droixhe possédait 100 % de salles de bain alors que le logement privé n'en offrait que 7 % en Belgique en 1947; même chose pour l'eau courante dans les bâtiments : 48,5 dans le privé et 100 % à Droixhe.

<sup>4</sup> Chiffres donnés par la revue "Habiter", numéro spécial, avril 1962 : ouvriers du secteur privé : 19,3 %, ouvriers du secteur public : 5,4 %, ouvriers pensionnés : 6,2 %, employés du secteur privé : 36,8 %, employés du secteur public 19,5 %, employés pensionnés : 10,6 %, professions libérales : 2,2 %.

<sup>5</sup> Pour preuve, une disposition prévoyait que les loyers ne pourraient augmenter de plus de 60 % en six mois.

<sup>6</sup> Les chiffres de la fin des années 1980 font état de 15 % de chefs de ménage disposant d'un revenu du travail.

<sup>7</sup> Voir KESTELOOT Christian, DE TURCK Annemie, VANDERMOTTEN Christian, MARISSAL Pierre, VAN HAMME Gilles, *Structures sociales et quartiers en difficulté dans les régions urbaines belges*, Politique des grandes Villes, s.l., s.d. (2001).

Voir aussi : MÉRÉNNE B., VANDERHAEGEN H., et VAN HECKE E., *La Belgique, Diversité territoriale*, Bulletin du Crédit Communal, n°202, 1997/4.

<sup>8</sup> VILLECHAISE Dupont, *Amère banlieue. Les gens des grands ensembles*, Paris, Grasset Le Monde, Collection Partage du savoir, 2000.

<sup>9</sup> Voir à ce sujet CHALAS Yves, *La politique de la ville ou l'urbanisme confronté à la crise de la civilisation du travail*, Rapport de recherche, Grenoble, Cresson, 1994.

<sup>10</sup> BACHMANN Christian et LE GENNEC Nicole, *Violences urbaines*, Paris, Albin Michel, 1996.

<sup>11</sup> Voir à propos des phénomènes de discrimination au sein d'un même ensemble, l'ouvrage de ELIAS

Norbert, SCOTSON John L., *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, Collection AGORA, 2001.

<sup>12</sup> Le groupement Daniel Dethier et associés comprend le bureau d'études Dethier & Associés (études architecturales), BICE S.C. (bureau d'ingénieurs conseils en équipements et techniques spéciales), Jean Dehareng SPRLU (stabilité) et Jean Glibert, conseiller artistique.

<sup>13</sup> Les travaux devraient débuter au printemps 2003 et durer approximativement 5 ans.

<sup>14</sup> Pour des raisons techniques les travaux seront effectués par colonne de 12 appartements.

<sup>15</sup> Les architectes pourraient être amenés à participer certains de ces focus group afin d'aborder les aspects techniques plus pointus.

<sup>16</sup> Voir BONETTI Michel, BORDET Joëlle, GUIGOU Brigitte, *La réhabilitation vue par les locataires*, in CSTB Magazine, n°68, octobre 1993.

<sup>17</sup> Voir "Sur les tentatives de "remixation" des quartiers HLM français", *Le Monde* du 2 octobre 2001, page 13.

<sup>18</sup> KESTELOOT et alii, *Op.cit.*, page 33.